



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX**

Affaire suivie techniquement par :
Mme Karine BRANCHU
DES/EC/DGCP/UP
Téléphone : 01.69.08.58.97
karine.branchu@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Karelle CHRETIEN-HURARD
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.54.64
karelle.chretien-hurard@cea.fr

**AUDITS DE CERTIFICATION DE LA DIRECTION
DES ENERGIES (DES) DU CEA AUX EXIGENCES
DES NORMES ISO 9001 ET ISO 14001 (en option)**

Référence projet de marché n° **B24-03377-KCH**

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019,

représenté par Madame Nathalie BRYJA, en qualité de Directrice de la Gestion de la Conformité et de la Performance,

ci-après dénommé « le CEA »,
d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre
du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS,
représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,
d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	4
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 - QUALITE	6
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES	6
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	7
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	7
ARTICLE 12 - REUNIONS	8
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	8
ARTICLE 14 - MONTANT.....	9
ARTICLE 15 - REVISION	10
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	10
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	11
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	12
ARTICLE 19 - PENALITES.....	12
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	13
ANNEXE 2 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA.....	17

ARTICLE 1 - OBJET**1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des audits de certification aux exigences des normes ISO 9001 et ISO 14001 (en option) de la Direction des Energies (DES) du CEA pour les années 2025, 2026 et 2027.

1.2 Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques pour l'exécution des prestations et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES) ; elle est pilotée par l'Unité de Performance (UP) de la Direction de la Gestion Conformité et Performance (DGCP).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-03377-KCH daté du 27/02/2025, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DES-DGCP-CC-028 Indice A du 28/01/2025,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les règlements intérieurs des sites CEA concernés,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
datée du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations de la partie forfaitaire sont décrites dans les Spécifications Techniques et se déclinent comme suit :

- une tranche ferme portant sur la réalisation de l'audit qualité ISO 9001 pour la période 2025, 2026 et 2027. Elle comprend les prestations décrites à l'article 3 du Cahier des Charges (CdC).

La prestation vise à procéder à un audit d'ensemble de la DES, sur les sites où elle est présente (Paris-Saclay/Fontenay-aux Roses, Marcoule/Pierrelatte, Cadarache et Grenoble/Le Bourget du Lac) et dans les différentes unités la constituant en vue de rédiger un rapport d'audit pour permettre au comité de l'organisme certificateur de délivrer la certification visée.

L'audit de 2025 sera un audit de renouvellement de la certification Qualité ISO 9001. Les audits des années 2026 et 2027 seront des audits de suivi.

- une option portant sur la réalisation de l'audit environnement ISO 14001 pour la période 2025, 2026 et 2027.

L'audit de 2025 sera un audit de renouvellement de la certification ISO 14001. Les audits des années 2026 et 2027 seront des audits de suivi.

L'option pourra être levée par le CEA à la signature du marché et est réputée intégrée à la tranche ferme.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,

- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Lieu d'exécution

Les audits se dérouleront sur les sites de Paris-Saclay (Saclay & Fontenay-aux-Roses), Marcoule/Pierrelatte, Cadarache et Grenoble/Le Bourget du Lac.

4.4 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2.

Il s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**7.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire**

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

7.2 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

7.3 Horaires et accès sur les sites

En cas de déplacement sur site, le Titulaire se rapprochera de chaque demandeur afin de connaître les horaires d'ouverture du centre CEA concerné, les jours programmés de fermeture, ainsi que les conditions d'accès et formalités à accomplir pour entrer sur le site.

7.3.1 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h 10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

7.4 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES**9.1 Livrables à remettre**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 3.5) pour chacun des audits.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables mentionnés ci-après :

LIVRABLES	DELAIS
Plan d'audit	Mars à juin (et au plus tard 5 mois avant l'audit)
Réalisation de l'audit sur sites	Novembre de chaque année
Supports de restitution d'audit (powerpoint)	A l'issue de chaque audit – en réunion de clôture
Recueil des constats d'audit (tableau excel)	1 mois après la fin de l'audit
Rapport d'audit et synthèse des constats (sur chacun des deux périmètres)	1 mois après la fin de chaque audit
Certificats QE ISO 9001 & ISO 14001 (si option levée par le CEA)	Après l'audit et selon délai réglementaire

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA exclusivement sous la forme numérique (format .pdf et format natif).

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

10.1 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques et notamment :

LIVRABLES	DELAIS
Plan d'audit	Mars à juin (et au plus tard 5 mois avant l'audit)
Réalisation de l'audit sur sites	Novembre de chaque année
Supports de restitution d'audit (powerpoint)	A l'issue de chaque audit – en réunion de clôture
Recueil des constats d'audit (tableau excel)	1 mois après la fin de l'audit
Rapport d'audit et synthèse des constats (sur chacun des deux périmètres)	1 mois après la fin de chaque audit
Certificats QE ISO 9001 & ISO 14001 (si option levée par le CEA)	Après l'audit et selon délai réglementaire

10.2 Durée

Le présent marché entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties et prendra fin au plus tard le 31 mars 2027.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Responsable de l'unité Performance de la DES	Mme Céline VENNIN-GAIFFIER	01.69.08.12.74	celine.vennin-gaiffier@cea.fr
Ingénieure Performance	Mme Karine BRANCHU	01.69.08.58.97	karine.branchu@cea.fr
- Pour le Titulaire :			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

(à compléter par le soumissionnaire)

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ce responsable ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

**ARTICLE 12 - REUNIONS****12.1 Dispositions générales**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou en visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay ou en visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

12.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 13 - RECEPTIONS**13.1 Réception des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA de l'audit de renouvellement (2025) et de chaque audit de suivi (2026 et 2027) et de l'ensemble des livrables durant la période considérée.

13.2 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 14 - MONTANT**14.1 Montant du marché**

Le montant des prestations, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**, si option levée par le CEA.

Ce montant se décompose comme suit :

14.1.1 Tranche ferme

- Le montant de l'audit de renouvellement de 2025 est fixé à la somme forfaitaire et ferme de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).
- Le montant de l'audit de suivi de 2026 est fixé à la somme forfaitaire et révisable de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).
- Le montant de l'audit de suivi de 2027 est fixé à la somme forfaitaire et révisable de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).

14.1.2 Option (si levée par le CEA)

- Le montant de l'audit de renouvellement de 2025 est fixé à la somme forfaitaire et ferme de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).
- Le montant de l'audit de suivi de 2026 est fixé à la somme forfaitaire et révisable de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).
- Le montant de l'audit de suivi de 2027 est fixé à la somme forfaitaire et révisable de XXXXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES).

14.2 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.3 Frais de déplacements et d'hébergement en dehors de la région parisienne (en dehors du forfait et sur demande du CEA)

Le CEA se réserve la possibilité de demander au Titulaire d'effectuer des déplacements hors région parisienne (en dehors du forfait et uniquement sur demande du CEA). Les frais alors induits seront remboursés selon les dispositions définies à l'Annexe 2 du présent marché.

14.4 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable (hormis le montant de l'audit de renouvellement de 2025) et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **XXX 2025** (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 15 - REVISION

Le prix de l'audit de renouvellement de l'année 2025 est ferme. Les prix des audits de suivi 2026 et 2027 seront révisables annuellement, au mois **XXX** (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

- C = coefficient de révision,
- $ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien (identifiant XXXXX), publiée au Moniteur pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),
- $ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisibles et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Echéancier de facturation

16.1.1 Echéancier de facturation des prestations de la tranche ferme

Le montant annuel de chaque audit sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant fixé pour chacun des audits :

- 10 % du montant HT annuel de l'audit concerné et les taxes correspondantes, après acceptation sans réserve par le CEA du plan d'audit concerné,
- 90 % du montant HT annuel de l'audit concerné et les taxes correspondantes, à la réception sans réserve par le CEA du rapport d'audit concerné.

16.1.2 Echéancier de facturation des prestations de l'option (si levée par le CEA)

Le montant annuel de chaque audit sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 10 % du montant HT annuel de l'audit concerné et les taxes correspondantes, après acceptation sans réserve par le CEA du plan d'audit concerné,
- 90 % du montant HT annuel de l'audit concerné et les taxes correspondantes, à la réception sans réserve par le CEA du rapport d'audit concerné.

16.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 400107XXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

16.3 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES**19.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	500 € HT par jour calendaire de retard
Décalage du planning d'audit	500 € HT par jour calendaire de retard

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. **Suivi médical**

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,
- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.



En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



ANNEXE 2 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS DES ENTREPRISES EXTERIEURES AU CEA

Les frais de transport et de séjour du personnel du Titulaire, en dehors de la région parisienne, lui seront remboursés sur production de pièces justificatives et sans majoration d'aucune sorte, selon les barèmes ci-après (barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2023).

1. Les frais engagés par le personnel des entreprises titulaires de marchés passés avec le CEA pour les déplacements en France, d'une durée inférieure à un mois, seront remboursés, dans la limite des plafonds ci-après définis, sur la base des frais réellement engagés et sur production des justificatifs correspondants :

	Déjeuner	Dîner	Nuitée en région parisienne	Nuitée en province
Montants plafonds toutes catégories de personnel confondues	20,20 €	22 €	130 €	110 €

Le tarif de la nuitée tient compte du petit-déjeuner.

Pour les déplacements d'une durée supérieure à 30 jours consécutifs, un coefficient d'abattement des plafonds de 20 % est appliqué sur l'ensemble des frais engagés.

2. Les indemnités kilométriques versées aux entreprises extérieures pour l'utilisation des véhicules de leur personnel sont les suivants :

Nombre de kilomètres parcourus	CATÉGORIE ET PUISSANCE FISCALE DES VÉHICULES				
	≤ 4 CV	5 CV	≥ 6 CV	Véломoteurs (50 à 125 cm ³)	Motocyclettes (>125 cm ³)
	En euros TTC				
1 à 1000 kms/mois	0,32	0,35	0,37	0,08	0,12
Au-delà de 1000 kms/mois	0,15	0,17	0,18	0,08	0,12